



Stratégie Nationale Française pour la Biodiversité

PLAN D'ACTION MER

COMMENTAIRES ET PROPOSITIONS DU COMITE FRANÇAIS POUR L'UICN

Ce travail a été élaboré sur la base d'une comparaison entre le texte du plan d'action, le document « **Au nom du vivant** », réalisé conjointement par le Conseil National du Développement Durable et le Comité français pour l'UICN comme contribution à la Stratégie Nationale de la Biodiversité, et les propositions complémentaires des organisations et experts du Comité français pour l'UICN.

Le Comité français pour l'UICN renouvelle sa satisfaction devant ce plan d'action spécifique à la mer compte tenu des enjeux pour la France et souligne tout l'intérêt de son caractère interministériel, le seul qui permette l'intégration de toutes les politiques sur ce milieu. De plus, la disponibilité et l'esprit de collaboration manifestés par le Secrétariat Général à la Mer (SGM) nous laissent envisager de bonnes perspectives d'un travail constructif en concertation avec les différentes instances.

Il faut au préalable rappeler que la France possède une richesse biologique marine exceptionnelle : notre pays dispose de plus de 10 millions de kilomètres carrés d'espace maritime, 19 fois la superficie de la France métropolitaine, et représente la **deuxième superficie maritime au monde**. La France est également le seul pays présent dans **8 des 64 grands écosystèmes marins** du globe. De plus, elle accueille presque **10 % des récifs coralliens** de la planète, ce qui la place au 4^{ème} rang derrière l'Australie, l'Indonésie et les Philippines. Compte tenu des faibles connaissances sur le milieu marin, la France est peut-être le pays accueillant la plus grande biodiversité au monde.

Nous proposons ci-dessous une nouvelle architecture du plan d'action 'mer' (qui recoupe les points principaux du plan proposé par le SGM) et quelques propositions ciblées sur les différents volets.

- 1) **conservation du patrimoine naturel marin (espèces, écosystèmes, paysages)**
- 2) **gestion durable des ressources halieutiques (pêche, aquaculture)**
- 3) **activités sectorielles : transports maritimes, pollutions d'origine tellurique et marine, eutrophisation, déchets**
- 4) **politiques publiques et gouvernance**
- 5) **recherche / surveillance et évaluation de l'état du milieu marin – observatoires**
- 6) **éducation / sensibilisation / formation**
- 7) **gestion intégrée de la zone côtière**

Le plan d'action devra définir précisément sur chacun de ces axes des **actions à court, moyen et long terme répondant à l'objectif 2010** de la stratégie nationale pour la biodiversité visant à stopper le déclin de la biodiversité.

Dans cette attente, nous proposons, sous chacun de ces axes, les actions prioritaires à conduire.

1) Conservation du patrimoine naturel marin (espèces, écosystèmes, paysages)

- Elaboration d'une **stratégie pour les aires marines protégées** incluant la création d'un **réseau représentatif**.

En effet, bien que la France ait l'un des plus grands domaines marins, elle n'a créé qu'un seul parc national marin (Port Cros) ainsi que des réserves marines et côtières qui protègent uniquement 0,0001% de sa superficie maritime. Il est impératif de créer un réseau de zones maritimes protégées qui couvre les **3 façades maritimes** de la métropole et de répondre à l'urgence de la conservation en **outre-mer** en centrant sur les zones sensibles comme les récifs coralliens, les mangroves, les estuaires et les zones de renouvellement des ressources marines.

- Prévenir l'introduction d'**espèces envahissantes** et éradiquer les espèces déjà introduites.
- Protéger et restaurer les populations d'**espèces menacées** ou en voie de disparition.

2) Gestion durable des ressources halieutiques (pêche, aquaculture)

- Mise en place d'un **groupe de travail national multi-acteurs** sur la pêche chargé de développer des propositions pour le développement d'une pêche et d'une aquaculture durables.
- **Ajuster les prélèvements** aux capacités biologiques de renouvellement de la ressource en limitant l'exploitation sur une zone et/ou sur une espèce en concertation avec les pêcheurs et en définissant des zones de non-prélèvement (cf. stratégie aires protégées).
- **Éliminer les pratiques de pêche destructives**, et mettre au point des engins sélectifs et respectueux de l'environnement qui évitent les captures annexes.
- Diminuer les impacts négatifs et les risques liés à l'**aquaculture**.
- Réorienter et **conditionner les aides économiques** européennes pour favoriser la protection des ressources marines ainsi que la **pêche artisanale**.

3) Activités sectorielles : pollutions d'origine tellurique et marine, eutrophisation, déchets, transports maritimes, constructions

- Renforcer les **mesures préventives contre la pollution**, notamment celle due aux **hydrocarbures** et aux **déballastages sauvages**, en mettant en place un **système de pénalisation** des actes portant atteinte à l'environnement. Il faut également intégrer les coûts de débarquement des résidus de carburant et huiles de vidanges dans les taxes portuaires obligatoires.

- Renforcer les **études d'impact** sur la construction d'ouvrages en mer en évaluant à la fois les aspects négatifs mais aussi les potentialités positives pour la biodiversité.

4) Politiques publiques et gouvernance

- Renforcer la **prise en compte de la biodiversité marine dans les politiques liées à la mer**. Dans ce cadre, il est nécessaire de :
 - Améliorer la cohérence et la coordination du travail interministériel tant au niveau central (entre SGM, MEDD, MAAPAR, etc.) que dans les services déconcentrés, pour parvenir à la mobilisation de tous les acteurs.
 - Etudier la complémentarité des actions qui seront engagées avec celles déjà lancées sur le littoral et la mer par la Stratégie Nationale du développement durable (SNDD) et dans le cadre du Comité Interministériel d'Aménagement et de Développement du Territoire (CIADT).
 - Préciser le rôle des collectivités territoriales, en particulier leurs prérogatives sur la mer (il conviendrait d'étendre l'unité d'aménagement du littoral au-delà de l'interface terre-mer).
- Améliorer **l'efficacité et la cohérence de la législation sur la mer**, notamment entre les niveaux national, européen et international.
- Lancer l'élaboration d'une **loi Mer** définissant les nouvelles mesures de protection de la mer et des ressources marines.
- Développer la **fiscalité sur la mer** (avec, par exemple, des redevances sur l'utilisation du Domaine Public Maritime et des taxes sur les granulats) et affecter ces nouvelles ressources financières à un **Fonds national** pour la protection de la mer incluant la gestion des aires marines protégées.
- **Intégrer les aspects internationaux dans le plan d'action** conformément aux engagements pris par la France au niveau européen et international et en référence au programme marin et côtier de la Convention Diversité Biologique (Mandat de Djakarta, 1995).

5) Recherche / surveillance et évaluation de l'état du milieu marin – observatoires

- Réaliser un **inventaire** des zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (**ZNIEFF**) en mer.
- Renforcer les **connaissances sur les ressources halieutiques**, sur l'état des stocks et sur leur zones de renouvellement.
- Réaliser un **inventaire national d'organismes de recherche** travaillant sur la mer, développer leur mise en réseau pour une meilleure synergie et une circulation des résultats de leurs recherches.

- Renforcer la **coopération scientifique** avec les pays du Pacifique, des Caraïbes et de l'Océan Indien.
- Elaborer d'autres **indicateurs nationaux de suivi de la biodiversité** (sur la qualité des eaux, par ex), **un tableau de bord** (pour suivre la mise en place et l'efficacité des mesures existantes) **et un référentiel géographique pour la mer.**
- Réaliser **un réseau de surveillance de la biodiversité marine** en s'appuyant sur tous les acteurs (gestionnaires d'aires marines protégées, scientifiques, etc.).
- Etablir des **partenariats** entre les organismes publics de recherche et les organismes intervenant dans la protection et la gestion de la mer et du littoral.
- Réaliser des programmes de recherche sur **l'impact des changements climatiques sur la biodiversité marine.**

6) Education / sensibilisation / formation

- Développer une solide formation à l'écologie, à la protection de l'environnement marin et au développement durable pour les **corps de l'Etat** (Ecoles Nationales de la Marine Marchande, Ecoles des Mines, Ponts et Chaussées, ENA, etc.).
- Développer la formation des pêcheurs, des autres catégories socio – professionnelles liées à la mer et des opérateurs de tourisme à la gestion de la ressource et à la protection des écosystèmes.
- Définir des actions précises pour la sensibilisation de tous les acteurs de la société et non pas centrées uniquement sur le grand public.

7) Gestion intégrée de la zone côtière

- Veiller à la **protection du littoral** en mettant en place des unités de **gestion intégrée des zones côtières (GIZC)** pertinentes au niveau métropolitain.
- Etudier pour le **Conservatoire du Littoral** l'intérêt d'une double tutelle, celle de l'environnement et celle de l'équipement chargé de la mer, afin de promouvoir une gestion intégrée des zones côtières, en renforçant ses équipes techniques et en facilitant l'affectation du domaine public maritime (DPM). Il serait également nécessaire de développer l'action du Conservatoire du Littoral dans les collectivités d'outre-mer.
- Résoudre la dichotomie juridique et administrative entre les régimes terrestre et maritime.